



MOPSS : RETROSPECTIVE 2024

Avec l'appui financier de



Suède
Sverige



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



ROYAL DANISH
EMBASSY
Bamako

Sommaire

Éditorial	3
Présentation du programme MOPSS	4-5
Mobilité pastorale et Cohésion Sociale : Des jeunes comme fer de lance	6-7
Insertion professionnelle des jeunes pasteur-es et agropasteur-es	8-9
Facteurs de succès et défis rencontrés lors de la mise en oeuvre de l'initiative	10
Grande Interview avec Dr Yamar Mbodj, Directeur Exécutif du Hub Rural	11-12
Dialogue multi-acteurs	13-15
La radio, vecteur de paix et de cohésion sociale dans les communautés agropastorales	16-18
Une dynamique enclenchée de coopération pour une mobilité pastorale apaisée dans la zone Burkina, Benin, Togo et Ghana	19
SKBo : un Schéma d'Aménagement Pastoral Transfrontalier pour une Mobilité Apaisée et une Intégration Renforcée	20-22
Système d'alerte précoce sur information agroclimatique et gestion des connaissances au profit de pasteurs et agropasteurs	23
MOPSS en chiffres	24



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,
C'est avec un grand plaisir que je vous présente ce premier numéro de la newsletter du **Programme MOPSS – Mobilité pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel**, consacré à la **Rétrospective 2024**.

Lancé dans un contexte marqué par la pression croissante sur les ressources naturelles, les effets du changement climatique et les défis sécuritaires, le programme MOPSS incarne une réponse collective et ambitieuse. Conçu et mis en œuvre par un consortium de partenaires régionaux et internationaux (**SNV, RBM, APSS, ROPPA, Hub Rural et CARE**) et financé par **Asdi, la DDC et Danida**, il vise à promouvoir **une cohabitation pacifique, une mobilité pastorale apaisée et des filières transnationales inclusives et durables** dans sept pays sahéliens et côtiers.

Un travail formidable a été accompli par l'ensemble des partenaires, avec le renforcement des capacités de jeunes leaders et de femmes au sein des Organisations de Producteurs Régionales, l'extension des dispositifs de veille communautaire à de nouvelles communes, la réalisation d'infrastructures pastorales essentielles, le cofinancement de plus de 200 initiatives entrepreneuriales portées par les jeunes et les femmes, l'amplification du plaidoyer en faveur du pastoralisme et du lait local, ainsi que la promotion d'initiatives de paix et de dialogue intercommunautaire.

Ces résultats traduisent notre engagement commun à bâtir des **espaces pastoraux mieux gouvernés, inclusifs et résilients**. Ils confirment également la pertinence de l'approche MOPSS, qui allie **actions concrètes sur le terrain et plaidoyer structuré** pour une transformation durable.

À l'horizon de la nouvelle année, de nouveaux défis se dessinent : approfondir la gouvernance concertée des ressources, renforcer la résilience économique des ménages pastoraux, et consolider les synergies entre acteurs humanitaires, du développement et de la paix. Nous devons également poursuivre nos efforts de plaidoyer afin que la mobilité pastorale et les filières régionales trouvent toute leur place dans les politiques publiques.

L'avenir s'annonce donc décisif. Ensemble, avec la même énergie et la même conviction, nous continuerons à bâtir des solutions innovantes et inclusives pour relever ces défis et faire du pastoralisme un vecteur de **paix, de prospérité et de cohésion sociale**.

Avec toute ma considération,

Marjon TUINSMA

Directrice Pays SNV au Burkina Faso

Présentation du programme MOPSS

Le programme « Mobilité pastorale transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel » (MOPSS), élaboré par SNV, RBM, APESS, ROPPA, Hub Rural et CARE, est financé par Asdi, DDC et Danida. Le programme intervient dans trois espaces transfrontaliers (Liptako Gourma, Burkina Faso-Bénin-Togo-Ghana « BBTG » et Kénédougou/SKBo) partagées par sept (7) pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire). Il soutient la vision d'une approche régionale intégrée pour le développement du sous-secteur de l'élevage pastoral, d'une transhumance apaisée et des filières transnationales mieux structurées qui génèrent des bénéfices partagés pour les acteurs et actrices du monde rural.

Contexte

Dans les zones arides et semi-arides, l'élevage pastoral est l'activité productive la plus importante. Des dizaines de millions de personnes y tirent leurs ressources.

La croissance démographique et la faible amélioration de la productivité agricole entraînent une expansion des terres agricoles au détriment des espaces pastoraux et des couloirs de mobilité.

Cette situation est favorisée par la non-application des politiques d'étréglémentations régionales et nationales. Ces zones de mobilité connaissent aussi un niveau d'insécurité élevé consécutif à des violences par des bandes armées et des groupes terroristes. Les femmes et les jeunes sont particulièrement vulnérables à ces risques d'insécurité et d'extrémisme violent.



Objectifs

L'objectif global de MOPSS est de contribuer à la cohésion sociale des communautés dans les zones de transhumance transfrontalière au Sahel et dans le Golfe de Guinée à travers une résilience accrue aux chocs climatiques et sécuritaires, une mobilité du bétail apaisée, et une économie locale inclusive et intégrée.

Le programme est structuré autour de quatre trajectoires de changement :

1. Gouvernance concertée des ressources et du foncier pastoral ;
2. Protection, maintien et développement des moyens d'existence ;
3. Influence politique et inclusivité de la base sociale des Organisations de Producteurs Régionales (OPR) ;
4. Triple nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) en faveur des agropasteur.es et des pasteur.es, des déplacé.es et des hôtes.

Cibles

MOPSS vise les groupes cibles suivants :

- les élu·es, technicien·nes et membres des 3 OPR (APESS, RBM et ROPPA) ;
- des ressortissant·es des 40 communes d'intervention ;
- 30,000 ménages de pasteur·es/agro-pasteur·es des pays d'intervention ;
- au moins 30% de jeunes de 18 à 35 ans et 40% de femmes (tous âges confondus).

Zones d'intervention

Au niveau de l'espace Liptako Gourma : la région de Gao au Mali, la région du Sahel au Burkina Faso et la région de Tillabéri au Niger.

Au niveau de l'espace BBTG : les régions du Goulmou et de la Tapoa au Burkina Faso, les départements de Alibori et Atacora au Bénin, la région des Savanes au Togo et la région Upper East au Ghana.

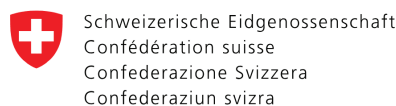
Au niveau de l'espace Kénédougou/SKBo : les régions du Tannounyan (Cascades) et du Guiriko (Hauts-Bassins) au Burkina Faso, et les régions de Poro et Tchologo en Côte d'Ivoire.

Valeur distinctive de MOPSS

Elle réside notamment dans :

- Le rôle central joué par les OPR dans l'impulsion du dialogue inclusif aux différents niveaux (local, national et régional) gage de politiques consensuelles et appropriées sur le pastoralisme et le développement agricole au sens large.
- L'engagement à réconcilier les différents groupes d'intérêt (hommes/femmes/jeunes, agriculteurs/éleveurs, pays sahéliens et côtiers) et de démontrer l'intérêt commun d'une gestion paisible de l'espace et des ressources naturelles.
- La combinaison d'actions de soutien sur le terrain et de plaidoyer politique informées par des dialogues de proximité inclusifs et portées par des OPR renforcées, redevables et crédibles.

Bailleurs



Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Partenaires de mise en oeuvre





Mobilité pastorale et Cohésion Sociale : Des jeunes comme fer de lance

Dans le cadre de la promotion des bonnes pratiques pour la cohésion sociale, la citoyenneté et la paix, le programme Mobilité Pastorale apaisée et stabilité sociale au Sahel (MOPSS) a depuis 2022 renforcé les capacités et soutenu les initiatives d'environ 180 jeunes engagés pour la paix (dont 41% de jeunes femmes). Ces jeunes, répartis dans 6 pays d'intervention du programme (Mali, Niger, Burkina Faso, Bénin, Togo et Côte d'Ivoire) sont membres des Organisations de Producteurs Régionales (OPR) du consortium MOPSS, notamment le Réseau Billital Maroobé (RBM), l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS) et le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA).

Des jeunes mobilisés au cœur des dynamiques communautaires

Les Jeunes Ambassadeurs/Ambassadrices de Paix (JAPax) sont constitués de jeunes de chacune des 3 OPR (APESS, RBM et ROPPA) en raison de 6 à 10 jeunes par commune. Cela afin de promouvoir la coopération inter OPR et entre les différents groupes d'intérêt (pasteur-es, agropasteur-es et agriculteur-trices) au niveau local. Actuellement il y a 112 JAPax (43% de jeunes femmes) répartis dans 16 communes au Niger, Mali, Burkina Faso et Bénin.

En plus des JAPax, le RBM met en œuvre depuis 2020 une autre dynamique d'épanouissement des jeunes qui repose sur l'accompagnement des Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices du Pastoralisme (JAP), un noyau de jeunes de 18 à 35 ans (40% de jeunes femmes) engagés à promouvoir le pastoralisme dans onze (11) pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. A travers la mise en place du Salon de Convergence Intergénérationnelle pour l'Avenir du Pastoralisme (CIGAP), le RBM offre à ces

jeunes la possibilité de travailler collégialement et avec les adultes, afin de parvenir non seulement à prendre le relais pour l'avenir du pastoralisme, mais aussi à influencer ses processus décisionnels. Les JAP sont également accompagnés dans la mise en œuvre d'Actions Locales Citoyennes (ALC) dans leurs localités respectives, et, pour la phase 2 du MOPSS, l'ensemble de ces ALC sont orientées sur la paix et la cohésion sociale.

Renforcement des capacités des jeunes et conception de leurs initiatives de paix

Pour permettre aux jeunes de maîtriser les notions de prévention et de gestion constructive des conflits et de concevoir des initiatives de paix adaptées au contexte de leur commune, ils/elles ont été outillés pendant une formation de trois (3) jours (sessions organisées par pays).

Par la suite, un coaching à distance, conduit par SNV et les OPR, a permis aux jeunes de peaufiner leurs initiatives, sous forme de Termes de référence et budget, pour atteindre les objectifs recherchés dans le domaine de la cohésion sociale. Enfin, ces initiatives ont été présentées par les jeunes aux responsables communaux et d'autres leaders locaux afin de recueillir leurs contributions et obtenir leur soutien pour la mise en œuvre de l'initiative.

Courant 2024, les jeunes accompagnés par MOPSS ont ainsi conçu 30 initiatives de paix réparties comme suit : 6 communes au Bénin, 13 communes au Mali, 7 communes au Niger, 3 communes au Togo et 1 commune au Burkina Faso.

Conscientisation, dialogue et brassage interethnique au cœur des initiatives de paix

Les initiatives de paix conçues par les jeunes comprennent une large gamme d'activités telles que :

- des journées de dialogue intergénérationnel ou entre différentes communautés d'une même commune,
- des causeries débats sur les sujets de cohésion sociale tel que la cohabitation entre élevage et agriculture, les textes régissant la mobilité pastorale, le rôle des femmes et des jeunes dans la prévention et la gestion des conflits communautaires etc.,
- des compétitions sportives (football, cyclisme) réunissant différentes catégories sociales (agriculteur/éleveur, communauté hôte et PDI/ réfugiés etc.),
- des événements socioculturels pour partager et valoriser les traditions et renforcer la compréhension mutuelle et la tolérance (festival culinaire, spectacles de danse etc.),
- des émissions radiophoniques en partenariat avec des radios communautaires locales,
- et des formations au profit des femmes sur la transformation du lait ou la saponification.

La mise en œuvre des initiatives de paix a démarré à partir d'octobre 2024, d'abord au Bénin (5 initiatives réalisées) et au Niger (6 initiatives réalisées) et se poursuivra en 2025.

Impacts et changements impulsés par les initiatives de paix des jeunes

Les 132 jeunes formé.es en 2024 ont déjà partagé les acquis de la formation avec plus de 600 autres jeunes (environ 50% femmes). Parmi les changements rapportés retenons moins de conflits inter jeunes et au sein de leurs familles. Les JAPax et les JAP sont devenus des modèles pour d'autres jeunes dans leurs milieux qui souhaitent organiser à leur tour des activités similaires.

Les 5 initiatives de paix réalisées au Bénin ont touché directement environ 1000 personnes. Ces initiatives ont permis de renforcer la cohésion sociale en réunissant les communautés et les groupes d'acteurs qui entretenaient des relations tendues qui ont partagé des moments de dialogue et brassage culturel. Les émissions radiophoniques réalisées à l'occasion de ces initiatives de paix par les jeunes leur ont permis d'exprimer leurs points de vue, de réfléchir sur leur rôle en tant qu'acteur-trice de paix, de renforcer leur confiance en soi d'une part et leur considération par les aîné-es d'autre part (voir les témoignages dans l'encadré).

Les émissions radiophoniques (émissions interactives, magazine et spots) en langues locales ont permis de toucher indirectement un grand nombre de personnes dans chaque commune. Les populations réclament leur rediffusion et les autorités locales ont salué les thèmes abordés.

Reconnaissance des efforts de paix des jeunes par leurs aînés et les autorités locales

Témoignages

« Des rassemblements de ce genre sont vraiment souhaitables à Ségbana. Toutes les ethnies sont réunies aujourd'hui et il y a eu un brassage et un partage réel de connaissances. Ainsi nous avons pu passer des messages de tolérance et de paix. Je sais que le problème vient souvent de nous les peuhls, or ce sont souvent nos enfants qui commettent le forfait et lorsque chaque partie supporte ses enfants, le problème prend de l'ampleur. Parfois c'est l'ignorance et le manque d'informations qui nous conduisent à cela. C'est pourquoi nous devons relayer les informations reçues ici partout où nous sommes, partout où le besoin se fait sentir ». **Président UCOPER Ségbana, Bénin**

« Nous accompagnons cette initiative avec plaisir car le travail que ces jeunes font, viennent en complément à la question de sécurité dont nous avons la charge. La paix par le dialogue est mieux que la paix par les armes. La négociation est mieux que la sanction pénale », **Commissaire adjoint de Ségbana, Bénin**

« Depuis que je suis né et que je vis ici à Ségbana, je n'ai jamais vu un tel événement qui a su créer un tel brassage entre toutes les ethnies de la localité, surtout entre les Peulh et les Boo. Pourtant j'ai vu de grands événements de fêtes ici, mais chaque groupe ethnique faisait sa prestation à part », **Relais communautaire, Ségbana, Bénin**

« Je loue sincèrement cette initiative car elle est venue au bon moment. En effet les récoltes vont bientôt commencer. Avec cette sensibilisation, il devrait avoir moins de différends et de violence cette année. J'exhorte donc tout le monde à mettre en pratique les conseils reçus afin de consolider l'entente entre les éleveurs et les agriculteurs tant souhaitée », **un sage de Gounarou, Gogounou, Bénin**

Les JAPax de la commune de Téra au Niger ont reçu un témoignage de satisfaction du préfet à la fin du festival culinaire organisé en novembre 2024. Grâce à cette initiative, les jeunes sont dorénavant concertés pour toute initiative de paix par les autorités comme les communautés. Une activité similaire a été ainsi planifiée pour avril 2025 avec le soutien d'un autre partenaire technique et financier. La dynamique des JAPax, qui réunit les jeunes des 3 OPR a contribué au renforcement de la collaboration/coopération inter OPR au niveau local.



Insertion professionnelle des jeunes pasteur-es et agropasteur-es

La voie des 1 000 métiers du pastoralisme pour les jeunes et par les jeunes

En 2024, le Réseau Billital Maroobé (RBM) et ses organisations membres avec l'appui technique et financier de ses partenaires dont le MOPSS-2 ont lancé une initiative visant à améliorer l'employabilité des jeunes dans les zones agropastorales d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Face au défi croissant du chômage des jeunes et à la nécessité de renforcer les compétences dans le secteur agro-sylvo-pastoral, cette initiative pilote a combiné des approches innovantes de ciblage, de profilage, de formation, de dotation en kits d'installation et d'accompagnement personnalisé pour offrir des opportunités économiques durables aux jeunes issus des milieux pastoraux et agropastoraux.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, plus de trois millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, mais seule une minorité parvient à trouver un emploi stable. Cette situation compromet non seulement le développement socio-économique des pays, mais aussi la stabilité et la cohésion sociale. Le secteur agro-sylvo-pastoral, bien que porteur d'importantes opportunités d'emploi, peine à attirer et à retenir les jeunes en raison de dispositifs de formation et d'insertion souvent inadaptés.

Pour répondre à ces défis, le RBM, ses OP membres et ses partenaires ont mis en œuvre, entre juin 2023 et septembre 2024, une initiative pilote dans six pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Cette initiative vise à accompagner les jeunes vulnérables des milieux pastoraux et agropastoraux à travers des formations flexibles, un coaching de proximité et la fourniture de kits d'installation.

Une approche intégrée en quatre étapes clés

L'initiative s'articule autour de quatre étapes complémentaires pour garantir une insertion socio-professionnelle durable des jeunes :

1. **Ciblage et profilage des bénéficiaires** : Un comité de ciblage composé d'organisations pastorales, de services techniques, d'autorités locales et villageoises, des responsables des OP, des représentants de la société civile et de Jeunes Ambassadeurs du Pastoralisme (JAP) a été mis en place pour garantir une sélection transparente et inclusive. Deux approches ont été expérimentées :
 - **L'auto-inscription**, permettant aux jeunes motivés de se porter volontaires et d'effectuer leur auto-inscription ;
 - **Le ciblage communautaire**, impliquant les acteurs locaux pour identifier les ménages vulnérables et cibler les jeunes au sein du ménage vulnérable.

« Le comité de sélection a permis d'éviter les favoritismes et de cibler les jeunes les plus nécessiteux. » nous rassure **Issa Adoum**, Chef du village de Nokou, au Tchad.

Un profilage individualisé a ensuite permis d'orienter 400 jeunes (dont 124 femmes) vers des métiers adaptés à leurs aspirations et aux réalités locales.

2. Formations adaptées aux réalités locales : Les formations ont été conçues pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes, majoritairement non scolarisés. Elles ont été dispensées en langues locales et combinées à des phases pratiques. Les métiers identifiés lors du profilage comprenaient :

- **Élevage naisseur et embouche bovine/ovine ;**
- **Transformation et commercialisation du lait ;**
- **Production fourragère ;**
- **Santé animale ;**
- **Fabrication d'aliments pour bétail.**

« Les formations en langue locale ont permis une meilleure compréhension, même pour les jeunes non scolarisés. » **Hamani Souley**, service technique et Formateur, Niger

3. Dotation en kits d'installation : Pour faciliter la mise en pratique immédiate des compétences acquises, des kits adaptés à chaque métier ont été distribués aux jeunes. Ces kits, conçus en collaboration avec les jeunes et validés par les acteurs locaux y compris le comité de ciblage, ont été acquis auprès de fournisseurs locaux dans la mesure du possible.

« Les kits ont été achetés dans notre localité, ce qui a stimulé l'économie locale. » **Diallo Fatimata**, Responsable de Mini laiterie privée, Formatrice, Dori, Burkina Faso

4. Coaching et suivi personnalisé : Un accompagnement continu a été assuré par :

- **Services techniques** (coachs endogènes)
- **Coachs de proximité** (issus des communautés)
- **Jeunes Ambassadeurs du Pastoralisme (JAP)** (Coach JAP)

« En tant que coach JAP, mon rôle est de motiver les jeunes et de les aider à surmonter les difficultés pratiques. » **Souleymane Maïga**, Coach JAP, Burkina Faso

L'implication des JAP

Une innovation majeure de cette initiative a été l'intégration des Jeunes Ambassadeurs du Pastoralisme (JAP) dans le processus de ciblage et d'accompagnement. Ces jeunes, issus des milieux agropastoraux, ont joué un rôle clé en :

- Facilitant la sensibilisation et l'inscription des jeunes, notamment ceux non alphabétisés ;
- Renforçant la crédibilité du processus grâce à leur connaissance des réalités locales ;
- Contribuant à la compréhension des besoins spécifiques des jeunes ciblés.

Leur engagement a permis de créer un lien de confiance avec les bénéficiaires et d'adapter les interventions aux réalités du terrain.

Résultats et impacts

L'initiative a permis de :

- Former 400 jeunes (dont 124 femmes) dans 12 régions et 154 localités ;
- Équiper 334 jeunes (dont 109 femmes) avec des kits adaptés à leurs métiers ;
- Générer des revenus supplémentaires (jusqu'à 15 000 F CFA/mois pour certains bénéficiaires).

« Grâce à la formation et au kit, je peux maintenant identifier les animaux sains pour l'embouche et négocier mieux au marché. » **Gacko Sileymane**, bénéficiaire en embouche bovine, Mauritanie

« Les produits laitiers transformés par les jeunes sont maintenant visibles sur nos marchés locaux. » **Djibril Bilal**, Service technique, Mali





Facteurs de succès et défis rencontrés lors de la mise en œuvre de l'initiative

Facteurs clés de réussite

- Implication du comité de ciblage locaux pour une sélection transparente ;
- Adaptation des kits aux réalités terrain (ex : achat local d'animaux pour l'embouche) pour éviter de transporter de nouvelles maladies animales avec l'achat des animaux étrangers ;
- Réseau de coaching mixte (JAP + services techniques + communautés)

Défis

- Contraintes sécuritaires dans certaines zones limitant les déplacements ;
- Inflation du marché affectant les coûts des kits ;
- Délais de formation parfois trop courts.

Extension en 2025 : Une deuxième phase

Forts des résultats encourageants, le RBM et ses OP membres ont lancé en 2025 une deuxième phase de l'initiative dans les États membres de la Confédération des États du Sahel (AES) : Burkina Faso, Mali et Niger. Cette nouvelle phase, soutenue par les partenaires du RBM, se concentre sur les métiers connexes des filières lait-bétail-viande.

Objectifs

- Cibler, former et équiper 5 jeunes par pays (hommes et femmes) ;
- Renforcer le suivi-coaching des jeunes bénéficiaires pour leur insertion socio-professionnelle et économique durable dans le secteur agropastoral ;

« Cette extension nous permet d'approfondir notre action dans des zones où les besoins en emplois jeunes sont criants. » **Hama Amdou Torodo Ly**, point focal de l'initiative à AREN Niger.

Cette initiative pilote a démontré qu'il est possible de créer des opportunités économiques durables pour les jeunes en milieu agropastoral, à condition de s'appuyer sur des approches adaptées et inclusives. Les leçons tirées de cette expérience basée sur les 1 000 Métiers du Pastoralisme serviront de base pour étendre l'initiative à d'autres zones et renforcer son impact.

En valorisant le potentiel des jeunes agropasteurs et en favorisant leur insertion professionnelle, le RBM et ses OP membres contribuent non seulement au développement économique local, mais aussi à la stabilité et à la résilience des communautés agropastorales en Afrique de l'Ouest et du Centre.

« Le pastoralisme offre un avenir à notre jeunesse, à condition de lui donner les moyens concrets de s'y investir. » Jonathan Agbodjogbe, Responsable de l'initiative au niveau de la CTR-RBM



Grande Interview avec Dr Yamar Mbodj, Directeur Exécutif du Hub Rural

Pouvez-vous nous présenter le Hub Rural et ses missions principales ?

Le Hub Rural est une plateforme régionale créée par les organisations régionales africaines pour appuyer les politiques agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il agit comme facilitateur du dialogue entre acteurs publics, privés et de la société civile, pour améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et la gouvernance des politiques agricoles.

Quel est votre positionnement stratégique dans le paysage régional ?

Nous jouons un rôle de médiateur neutre entre les acteurs agricoles : États, producteurs, ONG, etc. Notre objectif est d'encourager le dialogue, de mutualiser les expériences et d'aboutir à des décisions inclusives pour un développement rural durable.

Comment le Hub Rural articule-t-il ses actions avec celles des autres institutions régionales telles que la CEDEAO, l'UEMOA ou le CILSS ?

Le Hub Rural articule ses actions avec les institutions régionales en jouant un rôle central de facilitation du dialogue et de coordination technique. Il a contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques agricoles régionales comme l'ECOWAP (Afrique de

l'Ouest) et la PAC (Afrique centrale), au développement de plans d'investissement, ainsi qu'à la structuration de grandes initiatives comme la Réserve régionale de sécurité alimentaire, la relance de la riziculture, la libre circulation des produits agropastoraux ou encore les chaînes de valeur du lait local. Il renforce les capacités des réseaux d'acteurs (producteurs, société civile, secteur privé, groupes genre) pour accroître leur influence sur les politiques publiques. Pour ce faire, il mobilise deux principaux outils : les Task Forces multi-acteurs, qui proposent des recommandations concertées aux instances régionales, et un dispositif de veille informationnelle et de communication destiné à animer les concertations et diffuser les connaissances.

Quels sont, selon vous, les principaux défis auxquels le programme MOPPS a dû faire face depuis sa mise en œuvre ?

Le premier défi a été celui d'associer des acteurs aux visions diverses et parfois contradictoires ; en suite celui de l'acceptation dans l'arène des projets et programmes évoluant depuis longtemps sur le terrain et portés par des institutions reconnues de la région.

En quoi la problématique de la mobilité pastorale transfrontalière constitue-t-elle un enjeu particulier en matière de gouvernance, de sécurité et de cohésion sociale ?

C'est le domaine d'intervention d'une catégorie d'acteurs marginalisée (en identité citoyenne, dans les besoins de services sociaux de base, en terres pastorales...) qui jouent pourtant un rôle essentiel dans le domaine économique et social des pays et de l'intégration régionale. Sa mauvaise gouvernance a contribué à l'amplification de l'insécurité civile dans la sous-région.

Quel est le rôle spécifique du Hub Rural dans le cadre du programme MOPSS ?

Le Hub Rural joue un rôle stratégique dans le programme MOPSS en tant que facilitateur et accompagnateur technique. Fort de sa proximité avec les organisations professionnelles rurales (OPR), qu'il soutient depuis 2012 à travers le cadre de concertation interOPR, il a favorisé leur rapprochement avec CARE et SNV dès le Projet Régional de Dialogue pour une Transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest (PRODIATA), puis dans le cadre du MOPSS. Plus concrètement, le Hub Rural appuie les OPR, les cadres de concertation, les intercommunalités et les plateformes d'innovation en élaborant des démarches participatives de diagnostic, de planification et de concertation. Il soutient également leurs campagnes de plaidoyer pour influencer les politiques publiques et mobiliser les décideurs. Il facilite les consensus multi-acteurs afin de renforcer la voix collective des acteurs ruraux dans les politiques agricoles, et contribue au développement de systèmes performants de suivi-évaluation, de gestion des connaissances et de communication.

Comment le Hub Rural coordonne-t-il avec les autres acteurs techniques et financiers impliqués ?

Par la communication continue, la planification, la conduite et l'évaluation conjointes d'activités.

Quelles innovations institutionnelles ou méthodologiques ont été apportées au MOPSS_2 avec la contribution du Hub Rural ?

Dans le cadre du MOPSS_2, le Hub Rural a introduit plusieurs innovations institutionnelles et méthodologiques majeures. Il a développé des approches participatives pour le diagnostic, la planification et la concertation, visant à harmoniser les appuis en faveur des pasteurs et agropasteurs. Il a également renforcé les capacités de plaidoyer des organisations socioprofessionnelles rurales pour mieux influencer les décisions publiques et

mobiliser les partenaires au développement. Par ailleurs, le Hub Rural a facilité la construction de consensus entre acteurs variés — États, société civile, secteur privé — afin de consolider leur influence sur les politiques agricoles. Enfin, il a contribué à l'amélioration des dispositifs de suivi-évaluation, de gestion des connaissances et de communication du programme.

Comment soutenez-vous les intercommunalités dans leurs actions ?

Nous les appuyons dans la planification, le plaidoyer et la structuration de leurs démarches. Par exemple, grâce au renforcement de leurs capacités d'élaboration et mise en œuvre de plans d'action, de plaidoyer pour la mobilisation des ressources, les intercommunalités accompagnées ont mobilisé un montant global de 3 292 076 480 francs CFA. Elles font preuve d'expériences, leçons apprises et bonnes pratiques notables sur chacune des quatre principales composantes de leurs plans d'action respectivement dédiées (i) à la régulation des flux de troupeaux transhumants, (ii) à la prévention et à la gestion des conflits liés à la transhumance, (iii) à l'information et à la communication sur le pastoralisme, et (iv) à la sécurisation des moyens d'existence des pasteurs et des agropasteurs en situation d'insécurité ;

À ce jour, quelles avancées tangibles peut-on noter dans la mise en œuvre du MOPSS phase 1 et phase 2 ?

La structuration des OPR, l'émergence de plateformes intercommunales actives, la montée en puissance du plaidoyer régional sur le pastoralisme sont des acquis concrets.

Avec la création de l'AES, quelles perspectives pour le pastoralisme ?

L'avènement de l'AES nous rappelle notre identité commune et le besoin d'un dialogue constructif continu pour préserver et renforcer les acquis, notamment dans la coopération pour une mobilité pastorale interne et transfrontalière apaisée.

Un mot pour conclure ?

Le pastoralisme durable est un levier de stabilité. Il mérite un soutien fort des États et partenaires. Le Hub Rural poursuivra son appui technique et stratégique pour renforcer la résilience des communautés pastorales.



Dialogue multi-acteurs

Un module de dialogue pour résoudre la crise du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et du Centre

En 2024, le Réseau des Organisations d'Éleveurs et Pasteurs d'Afrique Billital Maroobe (RBM), ses OP membres et ses partenaires techniques et financiers dont le MOPSS-2 ont uni leurs efforts pour mettre en œuvre une initiative novatrice destinée à résoudre la crise du pastoralisme. Une étude conduite auprès de 1 900 familles a révélé que les pasteurs, en plus d'être les principales victimes de l'insécurité, peuvent parfois y être impliqués malgré eux.

Construire un lien Élevage-Paix par un dialogue multi-acteurs dans les zones frontalières des pays sahéliens et côtiers

L'étude « Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest », publiée en 2021 par le RBM, offre une lecture approfondie des liens entre insécurité et pastoralisme. Réalisée dans huit pays de la sous-région, cette étude souligne l'urgence d'une action adaptée. Elle montre que les réponses traditionnelles aux défis du pastoralisme ne sont plus efficaces dans un contexte où l'insécurité, les déplacements forcés, la perte de bétail et la fermeture des marchés entravent lourdement les moyens de subsistance des pasteurs.

Le RBM à la recherche d'un lien Élevage – Paix

Sur la base des enseignements de cette étude, le RBM a entamé l'élaboration d'une approche méthodologique visant à mettre en œuvre un lien Élevage-Paix. Cette initiative s'articule autour de quatre crises majeures :

- **Crise de développement** : Elle exige des réponses structurelles visant la sécurisation foncière, l'aménagement d'infrastructures pastorales et l'instauration de mécanismes équitables de gestion des ressources ;
- **Crise sociétale** : Elle impose une redéfinition des modalités de cohabitation entre éleveurs, agriculteurs, forces de sécurité, autorités locales et acteurs émergents dans les zones d'insécurité ;
- **Crise de mobilité** : La limitation de la transhumance transfrontalière fragilise les accords entre pays sahéliens et côtiers, créant des tensions accrues ;
- **Crise humanitaire** : L'insécurité alimentaire, la perte de cheptel et l'appauvrissement généralisé appellent des réponses urgentes et ciblées.

L'ensemble de ces défis exige une nouvelle posture collective, que le RBM propose de relever à travers un processus structuré de dialogue multi-acteurs.



Les apports du dialogue multi-acteurs

Le dialogue constitue une réponse pertinente aux crises simultanées que traverse le pastoralisme :

- Il permet d'établir un espace de concertation entre parties prenantes, apte à déboucher sur des compromis adaptés aux réalités locales ;
- Il inclut activement les acteurs souvent marginalisés, facilitant une meilleure compréhension mutuelle et un climat de confiance ;
- Il assure une continuité dans les échanges entre administrations de différents États, en dépit des conjonctures politiques ;
- Il devient un outil opérationnel pour remonter les besoins urgents des pasteurs auprès des autorités et partenaires humanitaires.

Quatre principes clés pour des dialogues multi-acteurs éclairés

Nombre de dialogues initiés au Sahel manquent d'impact en raison de certaines insuffisances structurelles. Le RBM identifie quatre leviers pour en renforcer l'efficacité :



1. **Réconcilier le sommet et la base** : Le dialogue doit articuler les attentes des communautés locales avec les impératifs des décideurs nationaux et régionaux ;
2. **Sélection rigoureuse des participant·tes** : Les acteurs sont identifiés sur des critères objectifs, en concertation avec les autorités et sous l'œil vigilant du RBM ;
3. **Inclusivité et représentativité** : Sont impliqués élus locaux, autorités coutumières, représentants de l'État, femmes et jeunes, ainsi que tout acteur stratégique ;
4. **Préparation en amont** : Chaque catégorie d'acteurs est accompagnée pour surmonter les ressentiments, identifier ses propres responsabilités et s'ouvrir à l'écoute.

Ce cadre méthodologique permet au RBM de mieux représenter la diversité des aspirations locales, en vue de les traduire dans les politiques nationales et régionales.

Déroulement du processus de dialogue

Le processus de dialogue multi-acteurs se déroule en plusieurs étapes, sur une période initiale de six mois :

- **Phase de mobilisation et identification** : Une cartographie des acteurs est réalisée à partir des dynamiques locales ;
- **Phase préparatoire** : Des sessions de sensibilisation et d'accompagnement préparent les acteurs à une participation constructive ;
- **Phase de dialogue structuré** : Des ateliers, débats et consultations sont menés à différentes échelles.

Selon les contextes, le dialogue pourra se poursuivre sur le moyen terme, sous des formes adaptées. La pyramide des besoins guide la priorisation des actions :

- **Développement** : Identification d'infrastructures stratégiques (marchés à bétail, couloirs de passage, zones de pâturage) ;
- **Sociétal** : Réduction des conflits latents, amélioration de la confiance entre communautés et forces de sécurité ;
- **Mobilité** : Élaboration de mécanismes locaux de régulation de la transhumance transfrontalière ;
- **Humanitaire** : Diagnostic participatif des besoins urgents et planification des interventions d'urgence.

Rôle des animateurs et facilitateurs

Le succès du processus repose sur un dispositif d'animation solide. Deux figures clés :

- **Les animateurs** : Issus du terrain, ils ont pour mission de structurer et porter le module auprès des acteurs. Leur neutralité, expertise, proximité communautaire et disponibilité sont déterminantes ;
- **Les facilitateurs** : Issus des groupes d'acteurs, ils servent de relais internes. Ils accompagnent l'identification, la mobilisation et l'expression des besoins spécifiques de leur groupe.

Ce binôme assure la fluidité des échanges, la confiance dans le processus et la continuité des activités dans le temps.

Quelques acquis du dialogue multi-acteurs

L'approche portée par le RBM a déjà fait ses preuves. En Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo, des résultats concrets ont été obtenus :

- **21 éleveurs victimes de refoulements ou ayant subi des pertes de bétail ont été indemnisés ;**
- **1 131 têtes de bœufs et 240 petits ruminants ont été libérés ;**
- **Faciliter le retour de 173 éleveurs burkinabè refoulés de Côte d'Ivoire vers leurs villages d'origine.**

Au-delà des chiffres, ces actions ont renforcé la légitimité du RBM et la capacité de ses membres à jouer un rôle de médiateur neutre et efficace. Le réseau dispose désormais de ressources humaines formées en dialogue, médiation, gestion de conflits et animation territoriale.

Ces acquis ont consolidé la paix, la sécurité et la résilience des communautés pastorales et agropastorales dans les zones concernées.

Perspectives d'extension du dialogue

En 2025, le RBM a initié un dialogue structuré dans le nord du Ghana, en lien avec les régions frontalières du Burkina Faso. Cette dynamique vise désormais une extension progressive vers d'autres territoires.

Deux autres zones prioritaires ont été identifiées :

- **Kebbi – Alibori – Dosso**, à la frontière Niger – Bénin ;
- **Katsina – Maradi**, entre le Niger et le Nigeria.

Ces zones présentent des défis sécuritaires et sociaux similaires. L'installation de plateformes de dialogue y est stratégique pour contenir les tensions, prévenir les dérives sécuritaires et renforcer la solidarité transfrontalière.

La consolidation du lien Élevage-Paix à travers ces espaces est perçue comme une réponse stratégique à la propagation de l'instabilité du Sahel vers les pays côtiers. Elle ouvre également la voie à des politiques de développement ancrées dans les réalités du pastoralisme et centrées sur les besoins des communautés locales.



La radio, vecteur de paix et de cohésion sociale dans les communautés agropastorales

Dans un contexte de raréfaction des ressources pastorales engendrant des défis énormes pour la pratique de l'agropastoralisme, la radio se révèle être bien plus qu'un simple canal d'information. Grâce à une approche axée sur la paix, les informations sur la pratique de la mobilité pastorale et le journalisme de solution, des journalistes de radios de proximité, formé-es par le programme MOPSS-2, deviennent de véritables artisan-es de cohésion sociale. Cet article met en lumière comment la radio, média accessible et enraciné dans les réalités locales, contribue à prévenir et désamorcer les conflits et à promouvoir une mobilité pastorale apaisée.

Le média roi dans les zones rurales

Selon un sondage Afrobarometer de 2023, la radio demeure le média le plus écouté en Afrique de l'Ouest : plus de 60 % des populations rurales l'écoutent chaque semaine. Ce succès repose sur son accessibilité, la diffusion de contenus en langues locales et son faible coût. La radio, surnommée à juste titre "le média roi" par les journalistes, est profondément ancrée dans les communautés pastorales et rurales.

Des radios locales encore peu préparées aux enjeux du pastoralisme

Une étude d'Inter-Réseaux menée en 2019 a révélé l'importance des radios pour les communautés transhumantes, mais aussi leurs limites : faible couverture des questions pastorales, manque d'expertise des animateur-trices, discours parfois partisans, absence de formation au journalisme sensible aux conflits.

Les conséquences sont préoccupantes : perceptions négatives de la mobilité pastorale, stigmatisation des éleveurs, amalgames avec les groupes armés, et focalisation sur les violences plutôt que sur les solutions.



Former pour transformer : l'engagement du programme MOPSS-2

Face à ces constats, le programme MOPSS-2, en partenariat avec le Studio Yafa et la Fondation Hirondelle, a formé en juin 2024 une trentaine de journalistes issus de 13 radios situées dans les parties burkinabés des trois zones transfrontalières du programme. L'objectif est de faire de ces journalistes des ambassadeurs et ambassadrices de la cohésion sociale et de la mobilité pastorale apaisée. Les thèmes abordés lors des formations sont axés sur :

- Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'élevage mobile ;
- La connaissance des acteurs et des textes de gouvernance de la transhumance ;
- Les droits fonciers pastoraux et la législation nationale et internationale ;
- Les outils de prévention et de gestion des conflits.

Ces journalistes se sont engagés à produire des contenus radiophoniques en faveur de l'élevage mobile et pour la préservation de la cohésion sociale et surtout à partager les connaissances reçues avec leur équipe de rédaction et leurs collègues journalistes. Un suivi a été fait à la suite de cette formation par le studio Yafa pour s'assurer de la mise en application effective des compétences reçues.

Une journaliste transformée témoigne



Hortense Thiéba, animatrice à la radio Munyu (Banfora), qui a fait partie des journalistes formé-es témoigne : « La formation a été très bénéfique. Malgré les nombreuses années que j'ai à la radio j'ignorais certains textes en matière de mobilité pastorale, même pour l'existence de l'ONAPREGECC [ndlr : Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires], je n'en avais pas connaissance. Au cours de ces sessions de formation, j'ai compris l'importance de la mobilité pastorale et les contraintes de ce mode d'élevage ; j'ai appris les techniques de résolution de conflits pour aider à apaiser plutôt qu'à envenimer la situation. »

De retour à la radio, elle met en pratique ce qu'elle a appris avec joie :

« J'ai aussi animé des émissions interactives sur les conflits entre éleveurs et agriculteurs pour faire l'état des lieux et présenter les textes qui encadrent la mobilité des animaux et l'occupation des espaces pastoraux. Ces émissions interactives ont eu grands échos car les acteurs ont beaucoup appelé, certains pour poser des questions d'autres pour apprécier les sujets abordés (...) Mon coup de cœur pour cette formation, a été le Journalisme de Solution : j'ai adopté cette approche dans toutes les émissions que j'anime, et cela en prodiguant des conseils, en parlant de vivre-ensemble, de cohésion et pour apaiser les cœurs ; et cette attitude impacte ma vie de tous les jours au-delà de la radio »

Un auditeur de Radio Munyu qui a préféré garder l'anonymat affirme : « Grâce aux émissions, on a appris que la solution n'est pas de faire la bagarre ou de se traîner en justice. On peut gérer à l'amiable. Les éleveurs n'ont qu'à prendre les précautions pour éviter les conflits car les animaux font beaucoup de dégâts. Les propriétaires terrains doivent laisser les zones pastorales pour permettre aux éleveurs de paître leur animaux et de passer sans dégâts. »,

Motiver, encourager et répliquer ...

Dans la continuité de cette formation et dans la logique de motivation des journalistes formé-es, le programme MOPSS-2 toujours en partenariat avec la Fondation Hirondelle/Studio Yafa a réalisé un concours d'émissions produites par les journalistes sur la mobilité pastorale apaisée et la cohésion sociale entre communautés agricoles, agropastorales et pastorales.

Ce concours visait à encourager les journalistes à produire des émissions et à susciter une saine émulation entre les radios en matière de création, de réalisation et de diffusion d'émissions sur les questions liées à la mobilité pastorale et la cohésion sociale intercommunautaire dans leurs localités. Studio Yafa a également produit des émissions préenregistrées (en 4 langues locales) qui ont reçues comme invités des intervenants expérimentés et des agropasteur-es ; la diffusion de ces émissions a concerné ses 38 radios partenaires dans toutes les régions du Burkina.

L'expérience réussie avec les radios au Burkina a permis d'étendre les formations à des radios du Ghana émettant dans les zones d'intervention du programme afin qu'elles



soient mieux équipées pour produire des émissions radiophoniques contribuant à une mobilité pastorale apaisée, il s'agit de Radio Nabiina, Pure FM, Radio Builsa, Radio Fumbisi, Radio Bongo, Radio URA, et Dreamz FM dans la région Upper East. Des formations au profit de journalistes radios au Togo et au Bénin sont prévues courant 2025 afin de contribuer à une atténuation des stéréotypes et préjugés du pastoralisme et des pasteur-es qui ne cessent de croître dans ces pays. A cela s'ajoutent les nombreuses émissions produites et diffusées dans le cadre des initiatives de paix des jeunes (JAP et JAPax) réalisées au Bénin et au Niger.

Au-delà des radios partenaires de Studio Yafa, le programme MOPSS à travers les membres du Consortium de mise en œuvre a engagé des collaborations avec des radios pour animer des émissions

et sensibiliser les populations cibles sur des thématiques clés du programme. C'est le cas de la radio la Voix du Kéné Dougou et Radio Coton à Sikasso au Mali et de la radio Téra FM au Niger.

Le programme MOPSS a fait réellement de la radio un vecteur de cohésion sociale et de promotion du pastoralisme.



Une dynamique enclenchée de coopération pour une mobilité pastorale apaisée dans la zone Burkina, Benin , Togo et Ghana

En ce qui concerne la zone du BBTG, l'approche du MOPSS s'est inscrite dans un processus de renforcement des concertations multi-acteurs qui y ont cours autour du pastoralisme afin d'aider à les faire aboutir vers des décisions concrètes et opérationnelles de facilitation de la mobilité pastorale apaisée. Le programme s'est ainsi engagé dans une dynamique de repérage des parties prenantes de telles concertations multi-acteurs et de revue des analyses-diagnostic de la zone pour mieux comprendre les enjeux et aider à l'orientation et au déroulement fructueux du dialogue. En la matière, **le ROPPA a réalisé un important effort de synthèse d'éléments contextuels et de formulation de stratégie d'impulsion du dialogue et de la négociation interacteurs**. SNV, accompagnée du Hub Rural, s'est employée à la mobilisation des acteurs de la zone autour d'une réflexion sur la mise à jour des éléments de contexte et d'un questionnement sur les perspectives envisageables d'une amélioration de la situation en faveur d'une transhumance transfrontalière apaisée.

On notera qu'en passant par des concertations en ligne depuis décembre 2024, les acteur.trices se sont retrouvés à Lomé au Togo du 24 au 27 mars 2025, en atelier de lancement du processus de renforcement de la concertation et de la coopération multi acteurs pour

une mobilité apaisée du bétail dans la zone BBTG (Bénin, Burkina Faso, Togo, Ghana).

Cette rencontre a permis de (i) définir et mettre en place le dispositif de mise en œuvre du plan d'action triennal de renforcement du dialogue-concertation et de la coopération pour une mobilité apaisée du bétail dans la zone BBTG (Bénin, Burkina Faso, Togo, Ghana), ii) adopter un dispositif de mise en œuvre du plan d'action et iii) Installer un comité préparatoire de la mise en place dudit dispositif

Ce comité préparatoire est à pied d'œuvre pour proposer les intrants nécessaires pour la formalisation de ce cadre coopération transfrontalière entre les pays du Burkina, du Bénin, du Togo et du Ghana en matière de pastoralisme.

Cette mobilité dans la zone BBTG, est un gage d'une croissance suffisante des productions de lait et de viande pour répondre aux besoins croissants des populations en ces aliments stratégiques. Beaucoup de ménages pastoraux et agropastoraux en tirent aussi l'essentiel de leurs revenus.

SKBo : Un Schéma d'Aménagement Pastoral Transfrontalier pour une Mobilité Apaisée et une Intégration Renforcée

Dans la région transfrontalière SKBo (Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso), le Programme MOPSS-2 pose les bases d'une transformation durable de l'élevage pastoral. En élaborant un Schéma d'Aménagement Pastoral Transfrontalier (SAPT), il répond aux défis de gestion concertée des ressources naturelles, de sécurisation des espaces pastoraux et de consolidation de la cohésion sociale entre communautés frontalières.

Situé entre le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, l'espace SKBo couvre une superficie de 160 000 km² et

une population estimée à plus de 9,4 millions d'habitants (2021). Il constitue une zone charnière d'échanges historiques, de mobilités humaines, et de partage de ressources naturelles. L'existence de ressources hydrauliques transfrontalières, de bassins agricoles et de couloirs de transhumance en fait un espace d'interdépendance vitale, mais aussi un territoire de tensions potentielles si la gouvernance des ressources est défaillante.

C'est dans ce contexte que le Programme MOPSS-2 a initié l'élaboration d'un Schéma d'Aménagement Pastoral Transfrontalier (SAPT), véritable outil de planification et de gestion durable des espaces pastoraux dans le SKBo. Fruit d'une démarche participative menée à travers trois ateliers nationaux, une revue documentaire et un diagnostic de terrain, ce schéma a été validé en janvier 2024 lors d'un atelier régional.



Une réponse intégrée aux défis transfrontaliers

Le SAPT-SKBo s'inscrit dans le cadre de la Stratégie régionale de développement de l'élevage et de sécurisation du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Il contribue de manière opérationnelle à deux axes majeurs de cette stratégie :

- La valorisation du potentiel économique du pastoralisme ;
- L'amélioration de la gouvernance des territoires et des ressources naturelles.

En organisant les parcours pastoraux, en sécurisant les espaces, en dotant les zones d'infrastructures adaptées et en favorisant la concertation, le SAPT pose les bases d'un pastoralisme plus productif, mieux régulé et facteur de stabilité.

Des investissements structurants pour un changement durable

Le SAPT prévoit un plan d'investissement de 19,5 milliards FCFA, articulé autour d'infrastructures pastorales, sanitaires, économiques et sociales. Parmi les actions phares :

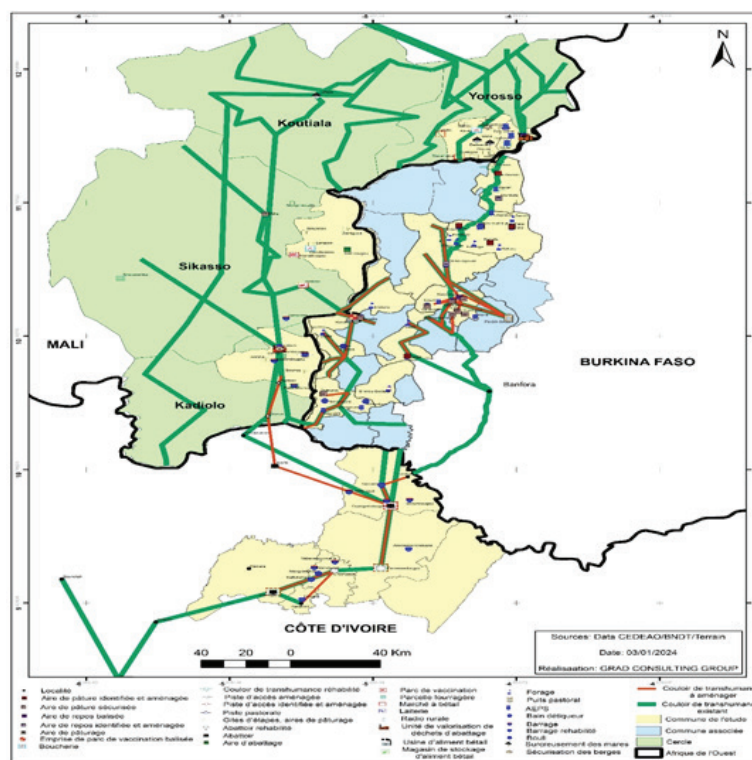
- 1 290 km de pistes à bétail réhabilitées, desservant 11 aires de repos ;
- 41 800 ha de pâturages sécurisés, avec 1 630 ha de cultures fourragères ;
- 51 forages pastoraux à pompage solaire, 14 mares surcreusées, 9 boulis aménagés ;
- 20 parcs de vaccination, 10 bains détiqueurs, 4 pharmacies vétérinaires ;

En parallèle, le SAPT intègre une dimension économique forte avec :

- La construction de 5 unités de transformation d'aliments bétail,
- L'accompagnement de 605 ménages à l'employabilité,
- La réhabilitation de 2 marchés à bétail, 5 abattoirs et 1 laiterie.

Des impacts attendus à plusieurs niveaux

Économique : le SAPT devrait dynamiser le commerce



du bétail, créer de l'emploi, augmenter la productivité animale et fluidifier la transhumance régionale. Le développement d'un réseau de distributeurs d'aliments bétail contribuera au maillage économique transfrontalier.

Social et institutionnel : il favorisera la coopération entre collectivités locales des trois pays, renforcera la solidarité communautaire et consolidera la cohésion sociale autour d'un objectif commun : l'optimisation partagée des ressources pastorales.

Pastoral : les aménagements permettront de sécuriser les parcours de transhumance, amélioreront la santé animale et renforceront la résilience des systèmes d'élevage face aux chocs climatiques et sécuritaires.

Avec un investissement global estimé à 19,5 milliards FCFA, le SAPT-SKBo représente une étape décisive vers une transhumance apaisée, une valorisation durable des ressources naturelles et une intégration transfrontalière renforcée dans le Sahel. Le MOPSS confirme ainsi son engagement à placer le pastoralisme au cœur des dynamiques de paix et de développement.

Une vision commune au service de l'intégration régionale

Au-delà de l'aménagement, le SAPT est un outil de diplomatie locale. Il contribue à construire une gouvernance transfrontalière efficace, en tissant des liens durables entre communautés, autorités administratives et techniques, éleveurs et agriculteurs.

Il incarne une nouvelle manière de concevoir l'espace pastoral : non comme une source de conflits, mais comme un vecteur de coopération, de richesse partagée et de paix durable.

Avec le SAPT-SKBo, le MOPSS donne un visage concret à l'ingénierie sociale du pastoralisme, en plaçant les communautés au cœur de la planification, et en construisant un avenir apaisé autour des ressources partagées.





Système d'alerte précoce sur informations agro-climatiques et gestion des connaissances au profit des pasteurs et agropasteurs

Les risques climatiques et leurs impacts exacerbent la dégradation des terres, la désertification et la raréfaction des ressources en eau et des pâturages. Ces phénomènes aggravent la crise alimentaire et pastorale, mettant en péril la sécurité alimentaire des populations et augmentant les tensions autour des ressources naturelles, notamment entre agriculteurs et éleveurs.

Le ROPPA avec ses plateformes nationales a produit des notes d'alertes au profit des acteur-trices qui les a permis de mieux comprendre les phénomènes agro-climatiques, d'identifier les besoins en information des parties prenantes pour une meilleure prise de décision en matière de prévention des conflits liés au climat, de renforcer les capacités des parties prenantes à utiliser ces produits pour anticiper et atténuer les tensions liées aux impacts climatiques et favoriser la collaboration et le partage d'informations entre les institutions nationales, régionales et les organisations impliquées dans la gestion des conflits et du climat.

Le ROPPA dans cette dynamique compte élaborer un document de plaidoyer prenant en compte des évidences sur les chocs climatiques dont les pasteurs et agropasteurs sont victimes, et qui impacte leurs vies et leurs productions. Le plaidoyer pourrait être auprès des institutions régionales (CILSS, UEMOA, ALG etc.), les organismes de financement de fonds vert climat et autres institutions d'appui à l'adaptions et atténuation pour la recherche de financement.

MOPSS en chiffres

Pour la cohésion sociale entre acteurs du secteur agrosylvopastoral :

- Une **dizaine de formateur-trices en leadership** et l'émergence d'une **vingtaine de jeunes leaders** au sein des 3 OPR ;
- Extension des dispositifs de veille communautaire de RBM et APESS à une **trentaine de nouvelles communes** ;
- Plus de **60 Actions Locales Citoyennes** réalisées par une centaine de Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices du Pastoralisme « JAP » sur l'environnement et l'éducation ;
- Institution de **40 Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices de paix** (JAPax) qui ont sensibilisé plus de **1500** personnes sur la cohabitation pacifique ;
- La capitalisation et la mise à échelle d'initiatives de paix portées par les femmes et les jeunes et de dialogue intercommunautaire.

Pour l'avènement d'une mobilité pastorale apaisée :

- Réalisation d'une **dizaine de forages pastoraux** et la **sécurisation de plus de 50 km de piste à bétail** ;
- Plaidoyer effectif pour la prise en compte des

positions des OPR et pour la promotion du lait local ;

- Formation de plus **600 acteurs judiciaires et communautaires** (magistrats, avocats, huissiers, greffiers, notaires, autorités traditionnelles...) sur les droits fonciers pastoraux au Burkina Faso, Mali et Niger ;
- Evolution favorable de la perception de la mobilité pastorale à travers des actions de communication.

Pour soutenir la viabilité économique et sociale du pastoralisme :

- Cofinancement et accompagnement de plus de **200 projets d'entrepreneuriat des jeunes** dont 38% gérés par des femmes
- Environ **2500 exploitations familiales vulnérables soutenues** pour reconstituer un noyau de production animale, dont plus de 500 dirigées par des femmes
- Construction d'environ **80 biodigesteurs domestiques, 200 kits solaires et +160 lampes solaires** pour les ménages et jeunes entrepreneur-es.

Equipe de production

Directeur de publication

Marjon TUINSMA

Directeur de Rédaction

Amadi Coulibaly

Rédaction

Dieudonné Pakodtogo

Hamidou Tiémogo

Issouf Diallo

Nadine Konseiga

Samuel Bacyé

Victoria Grime

Wayirmin Alassane Aaron Sanogo

Wendpanga Serge Tapsoba

Contributions

Equipes APESS, CARE, Hub Rural, RBM, ROPPA et SNV

Maquettage :

Build Africa Communication

Nous contacter

Ouaga 2000, secteur 54

Avenue SARE Elie, Porte 437

+226 25 40 92 63

burkinafaso@snv.org

www.snv.org